



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 4449

Texte de la question

POLITIQUE GÉNÉRALE

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le Premier ministre, au nom du groupe UDI, je tiens à vous adresser tous mes vœux de réussite au service de la France. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants, du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)* Face à cette responsabilité, vous êtes, je le sais, lucide et humble. Vous savez que vous ne devez pas votre nomination à la volonté de François Hollande de changer de cap. Oui, vous savez parfaitement que vous ne la devez qu'à la débâcle d'un président de la République contraint de renoncer à briguer sa succession parce qu'il a échoué et qu'il n'a cessé d'abaisser la fonction présidentielle.

Pour autant, il reste cent trente-huit jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. L'Élysée et Matignon ne doivent pas se transformer en une haute autorité des primaires socialistes, se contentant d'expédier les affaires courantes. Car vous devrez assumer des choix cruciaux.

Allez-vous faire respecter le choix du peuple à Notre-Dame-des-Landes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et quelques bancs du groupe Les Républicains.)* Allez-vous amplifier les baisses des charges pour améliorer la compétitivité des entreprises et faire face aux crises agricoles ? Allez-vous dire non à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ? *(Mêmes mouvements.)* Allez-vous faire entendre la voix de la France dans le cadre du Brexit et faire en sorte que l'Europe devienne plus forte ? Allez-vous, monsieur le Premier ministre, refuser le TAFTA, si les États-Unis persistent à appliquer leur droit national aux entreprises internationales ?

Allez-vous enfin apporter une réponse aux chômeurs, aux retraités, aux jeunes, aux classes moyennes qui ont été éreintés par les quatre années de politique gouvernementale, à l'initiative de François Hollande ? En un mot, monsieur le Premier ministre, allez-vous faire ce qui n'a jamais été fait depuis quatre ans : gouverner ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur quelques bancs du groupe Les Républicains et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Monsieur le président Vigier, merci pour votre question. Elle rappelle, à travers la totalité des sujets qui viennent d'être évoqués, l'importance des sujets que nous avons encore à traiter et que, d'ailleurs, tout gouvernement aura à traiter au cours des prochaines années. La question de la compétitivité, la question de l'emploi, la question de la recherche, la question de l'Union européenne, de sa relation avec la Turquie, de sa relation avec le Royaume-Uni constituent autant de sujets très structurels

auxquels les gouvernements, quelles que soient leurs sensibilités, auront à faire face.

Je voudrais aussi, monsieur le président Vigier, vous remercier pour le ton de votre question. Je pense que nous sommes dans une période qui va conduire chacun à présenter son projet. Ce sera une période de débats, ce sera peut-être même une période de confrontations,...

M. Christian Jacob. On dirait une bonne sœur...

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...mais je souhaite, dans la fonction que le Président de la République m'a confiée, que cette période soit aussi une période de respect mutuel...

M. Yves Censi. Comme dans la primaire de gauche !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...et que nous puissions, dans le débat d'idées, aller au fond des choses, évoquer chacun ce que sont nos priorités et nos préférences, sans jamais le faire dans l'invective, dans l'outrance et dans l'excès. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) Je pense que les Français sont très lassés de cela et qu'ils souhaitent que, dans la vie politique, même si l'on ne pense pas la même chose, il puisse y avoir entre ceux qui débattent de la considération et du respect. Et vous savez, monsieur le président Vigier, que j'ai pour vous beaucoup de considération.

Vous évoquez la question de la situation de notre économie. Le Président de la République l'a dit dès le début du quinquennat et mes deux prédécesseurs n'ont cessé de le réaffirmer devant la représentation nationale : si nous voulons que notre économie retrouve du souffle, si nous voulons que nos entreprises créent à nouveau de l'emploi, il faut que nous ayons une maîtrise de la dépense publique. Le taux de progression de la dépense publique était de l'ordre de 3,6 % au cours du quinquennat précédent ; nous l'avons amené à 1,3 %. Nous avons diminué les déficits. Nous avons aussi pris des dispositions pour restaurer la compétitivité des entreprises, à travers le crédit d'impôt compétitivité emploi et le pacte de responsabilité.

Personne ne conteste, dès lors que l'on fait preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, que les marges des entreprises se sont reconstituées. Personne ne conteste que l'investissement reprend. Personne ne conteste non plus que cela soit à l'origine d'une diminution du nombre de chômeurs depuis le début de l'année (« Oh... » *sur les bancs du groupe Les Républicains*), même s'il faut avoir l'honnêteté de reconnaître (« Ah ! » *sur les bancs du groupe Les Républicains*) que cette diminution n'est pas à la hauteur des espoirs que nous pourrions tous fonder ensemble. Mais cela montre que la direction est la bonne et qu'elle doit être approfondie.

Allons-nous continuer à agir dans cette direction ? Oui, dès ce soir ! Une disposition avait été prise dans le cadre de la loi dite Macron, qui prévoyait un suramortissement pour les investissements réalisés dans les entreprises, dès lors qu'ils étaient globalement effectués. Le Gouvernement proposera ce soir un amendement qui permettra de maintenir au-delà du mois d'avril prochain ce suramortissement pour des investissements qui ont un début de réalisation et qui font l'objet d'une commande ferme. Cela permettra d'accentuer encore les efforts que nous faisons pour l'investissement dans les entreprises. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Nous allons encore diminuer le taux de l'impôt sur les sociétés à 28 %. Nous allons faire passer le CICE à 7 %.

Mesdames, messieurs les députés, s'il était nécessaire de faire la démonstration, face à un certain nombre de vociférations et de cris,...

M. Laurent Furst. C'est ça, le respect ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...que le Gouvernement est déterminé, jour après jour, utilisant chaque jour, utilisant chaque heure, à renforcer les atouts de notre économie, je vous le dis cet après-midi, à l'occasion de la séance des questions au Gouvernement : il n'y aura pas une minute de perdue pour le

confortement des atouts de l'économie française,...

M. Christian Jacob. Vous vous rendez compte que vous êtes ridicule ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...pour la lutte contre le chômage, pour le renforcement des initiatives prises en faveur de la croissance, y compris au sein de l'Union européenne, avec le plan Juncker pour lequel nous avons beaucoup agi.

S'agissant de l'Europe, nous sommes, là aussi grâce aux initiatives prises par le Président de la République et le Premier ministre, sur tous les fronts. S'il y a une réforme du code frontières Schengen pour assurer la protection de nos frontières, c'est parce que nous avons résolument agi. S'il y a une interconnexion des fichiers pour mieux lutter contre le terrorisme, c'est parce que nous avons résolument agi. S'il y a une directive contre le trafic d'armes, c'est parce que nous avons résolument agi. S'il y a une parole forte de l'Europe sur le TAFTA, c'est parce que nous avons résolument agi. Nous l'avons fait par la parole du Président de la République, par la parole du ministre en charge du commerce extérieur, par la parole du ministre des affaires étrangères. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)* Je pourrais multiplier les exemples.

Monsieur le président Vigier, mesdames, messieurs les députés de l'opposition, ne vous faites aucune illusion.

M. Christian Jacob. Mais on ne s'en fait aucune !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Jusqu'à la dernière minute, nous gouvernerons avec ardeur, avec l'amour de notre pays, avec l'amour des valeurs de la République et avec une haute idée de ce qu'est notre mission, et la volonté, dans le contexte, de voir notre action guidée par une seule et unique préoccupation : l'intérêt du pays et le sens de l'État. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Amen !

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4449

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 décembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 décembre 2016](#)